

DISCOURS DE M. PIERRE MAUROY
A L'OCCASION DU 86EME CONGRES DE
LA LIGUE FRANCAISE DE L'ENSEIGNEMENT

le 4 JUILLET 1986

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

Je ne cacherai pas combien j'ai plaisir à vous accueillir dans ma ville, sous ce beffroi, symbole des libertés communales. Combien j'ai plaisir, aussi, à vous retrouver. Certes, les circonstances sont bien différentes. En 1983, lors de votre précédent congrès, c'est le Premier ministre de la France qui s'exprimait devant vous à Marly-le-Roi. Un Premier ministre heureux et fier de vous présenter ses réalisations et ses projets, conçus dans l'esprit d'un idéal partagé.

Aujourd'hui, c'est le maire de Lille, fils d'instituteur, enseignant lui-même, membre et animateur à son heure de la commission pédagogique de la Fédération de l'Education Nationale, qui salue, à travers vous, les partenaires d'un long combat toujours recommencé. Un combat pour des valeurs qu'il

.../

nous faut plus que jamais défendre et qui sont la liberté, la démocratie et le progrès.

Des valeurs qui sont aussi "la personne" et le droit de chacun d'aller jusqu'au bout de son propre champ pour connaître son plein épanouissement.

Des valeurs qui sont encore : la collectivité sans laquelle la personne n'aurait ni relief, ni avenir, ni véritable liberté.

Oui, la collectivité -commune, région, pays, conduit à la forme connue la plus achevée de l'expérience communautaire : je veux dire la démocratie.

Ce vieux pays, enfin, tiré de ses mille ans d'histoire, poussé hors de l'ancien régime et de ses priviléges, pour connaître une ère nouvelle : la République -
la République qui peut garantir l'égalité des chances, la solidarité, l'accès du plus grand nombre et de quiconque au savoir et à la responsabilité.

la République, *par*, avant d'être acceptée, fut un combat, inséparable de celui de la liberté, lui-même inséparable de celui de l'école publique.

Les temps d'aujourd'hui sont des temps d'adaptation, d'accélération, de renouvellement mais aucun fleuve n'est allé à la mer s'il n'est resté fidèle à sa source.

Aucune aventure humaine, celle qui, du moins, ~~aut~~ marqué un peuple, ne peut aller à son achèvement si elle oublie sa force originelle. *l'école publique, l'école laïque et à la laïcité et à la République est à l'école publique, à l'école laïque*

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

permettez au Maire de Lille de vous remercier d'avoir choisi la capitale des Flandres pour tenir vos assises. C'est un événement pour notre ville et notre région, qui ne vous avaient pas accueillis depuis près de trente ans.

*la ville
Education permanente
Mme
Tud
beauv. l'atnel
auhui auj. fait
costruction de
testit / pas
superieur, une
peratore, ucoustis clés*

Je ne sais si certains, parmi vous, ont vécu la congrès de Lille en 1959. Si c'est le cas, je pense qu'ils ont éprouvé quelque peine à reconnaître la ville d'aujourd'hui.

Lille a en effet beaucoup changé. Pour mieux préparer son avenir, elle a renoué avec son passé.

*la laïcité
.../...*

Renouer avec son passé, c'était d'abord retrouver l'éclat, la beauté d'une cité qui faisait l'admiration des visiteurs au 18ème siècle. Lille est une belle ville et les Lillois l'ignoraient. Les efforts conjoints de la municipalité et des particuliers ont effacé les traces d'une industrialisation rapide, brutale et destructrice du cadre de vie.

Si vos travaux vous en laissent le loisir, allez vous promener dans le Vieux-Lille, cœur historique d'une cité millénaire. Vous y découvrirez une extraordinaire richesse architecturale, faite de volubilité flamande et d'équilibre français.

Renouer avec son passé, c'est aussi, pour Lille, retrouver sa vocation de cité marchande, de carrefour européen d'échanges et de communication. En devenant la grande région industrielle française, le Nord a perdu ce savoir faire commerçant, qui faisait sa richesse au Moyen-Age. Il est devenu une terre de production exploitée et commercialisée ailleurs.

La situation géographique de Lille reste, j'en suis convaincu, son meilleur atout pour l'avenir. Le sien et celui de toute la région Nord/Pas-de-Calais, qui ne peut que tirer bénéfice de son développement.

C'est pourquoi, nous nous efforçons de donner à Lille les moyens de redevenir une ville d'échanges. Il faut pour cela attirer. C'est toute notre politique de rénovation et de modernisation, tant en ce qui concerne le patrimoine que le domaine culturel. Notre orchestre national, notre festival, sont à cet égard les agents d'une nouvelle image de marque. *Dot en plus reliefs !*

Il faut aussi savoir retenir ceux que nous attirons. Nous y parvenons -et vous pourrez emporter témoignage- en multipliant les structures d'accueil. Des équipements de qualité ont été construits -je pense bien sûr d'abord au Palais des Congrès et de la Musique, qui reçoit des dizaines de milliers de personnes chaque année- de nouveaux aménagements ont été réalisés dans la ville : construction d'un métro automatique ultra-moderne, rénovation des places et aménagement d'un important secteur piétonnier.

Mais Lille a d'autres atouts pour devenir un grand carrefour européen. C'est la construction du tunnel sous la Manche ; c'est aussi la perspective d'être au croisement de plusieurs lignes de trains à grande vitesse. Cette dernière donnée est d'une importance capitale pour Lille et pour la région. C'est la raison pour laquelle je me bats en faveur de l'aménagement d'une gare T.G.V. dans la ville même.

Enfin, je n'aurai garde d'oublier les autres formes que revêt l'idée de carrefour de communication. Je pense au transport des biens et des personnes, mais aussi à celui des images, à celui des idées. Lille a été une ville pionnière en matière de radio et de communication. Nous agissons pour qu'elle reste avec le câble, avec l'interactivité que permet cette technologie de pointe qu'est la fibre optique.

Voilà l'ambition que j'ai pour Lille. Une ambition que je souhaite voir partager par l'ensemble de la population de la région en faveur de sa capitale.

Si je suis heureux d'accueillir des congrès importants, c'est d'abord parce que j'y vois le résultat de nos efforts. J'ajouterai que recevoir la Ligue Française de l'Enseignement et de l'Education Permanente est une joie supplémentaire, celle que l'on éprouve à retrouver des amis.

Oui, des amis. On comprendra que ce terme n'a rien de formel, venant du fondateur de la Fédération Léo Lagrange. Comme vous, j'ai toujours été et je reste convaincu de l'importance du rôle de la vie associative dans le développement et le progrès de notre pays.

Les associations sont le lieu d'expression de l'initiative, de l'esprit d'invention, de la responsabilité des citoyens. Plus que jamais, elles doivent être des lieux de rencontres pour les citoyens, des lieux de formation à

la vie démocratique, des instruments pour le partage des responsabilités et le débat d'idées, des moyens privilégiés de réalisations sociales et des forces de propositions.

Cette conviction, largement partagée dans les gouvernements que j'ai dirigés, m'a conduit, à favoriser, par différentes mesures, l'essor de la vie associative.

Je citerai la création du Conseil National de la Vie Associative, outil de réflexion et de proposition.

J'évoquerai aussi la multiplication des postes du Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire -le FONJEP- dont les créations ont été aussi nombreuses en 1981 et 1982 que durant les dix années précédentes.

Dans ce monde associatif, la Ligue de l'Enseignement occupe une place prépondérante, tant par sa taille que par son champ d'activités. Près de 3 millions 1/2 d'adhérents, 45000 associations réparties sur l'ensemble du territoire français : votre organisation est un acteur de poids, de la vie culturelle et sociale.

Ses activités, je l'ai souligné, sont d'une très grande diversité, puisqu'elles recouvrent le secteur socio-culturel, celui du sport -avec la puissante UFOLEP- et bien sûr celui de la formation, avec le réseau associatif très complémentaire du service public, d'éducation.

Pour différentes qu'elles soient, les associations que vous fédérez présentent aussi bien sûr, des points communs. Ce sont les mêmes objectifs qui ont présidé à

leur naissance et surtout la même échelle de valeurs.

Depuis 120 ans, depuis sa création par Jean Macé, la Ligue de l'Enseignement travaille à cette tâche, portée par un idéal humaniste et par son attachement à des idées qu'elle a contribuées à faire progresser.

Parmi elles : la laïcité, qui est le grand thème de votre 86ème congrès. Cette valeur, vous souhaitez y réfléchir dans un contexte qui est bien différent de celui de l'époque de Jules Ferry. Vous pensez qu'il s'agit, aujourd'hui encore d'une idée moderne et vous souhaitez la redéfinir à l'aube du troisième millénaire.

Sachez que je partage tout à fait cette analyse, tant en ce qui concerne la pérennité du concept que la nécessité d'une réflexion approfondie.

La laïcité fut, je le répète, d'abord un combat pour une école gratuite, obligatoire et accessible à tous, dans le respect des différences et dans l'accomplissement d'une société qui avait besoin, à la fois de sa diversité et de son unité. Si, curieusement, ce ne fut pas cette école qui fut couramment appelée "école libre", c'est pourtant elle, l'école laïque, qui pouvait -et qui peut aujourd'hui encore- revendiquer la qualité d'école de la liberté. La liberté pour l'enfant, pour les parents, pour le citoyen. La liberté de pensée et de pratique, tant sur le plan de la religion que sur celui de l'idéologie.

Ecole de la liberté, mais aussi école de l'égalité et de la fraternité. Cette fraternité, qu'on appellera plus justement aujourd'hui solidarité, est pour l'institution scolaire, une source de difficultés. Elle doit être, en effet, l'école de la nation et tenter de satisfaire les diverses composantes de la communauté française.

Les valeurs qui sous-tendent l'école laïque sont tout simplement celles de la République, d'une République que nous voulons garder Républicaine ; d'une République que nous voulons en mouvement et que nous souhaitons solidaire.

Je ne souhaite pas revenir davantage sur l'affaire scolaire, sauf pour regretter, une fois de plus, de n'avoir pas pu faire aboutir une solution de compromis, d'équilibre, qui, sans le climat passionnel que nous avons connu, aurait permis de clôre définitivement ce dossier et d'instaurer la paix, qui ne sera jamais celle d'une victoire des uns sur les autres, mais une victoire commune des uns et des autres sur eux-mêmes.

l'ati' plus de raison !
Sur l'opposition de la droite de
l'ordre de la république
appelle celle de la droite
raciale (apartheid)
la droite la suprême est à l'ordre de
l'ordre -

Au moment où le racisme réapparaît, sous des formes diverses qui peuvent aller, comme dans le système de l'apartheid, jusqu'au racisme d'état, le droit à la différence reste plus que jamais à l'ordre du jour. Le droit à la différence qui appelle l'exercice d'une vertu qui reste cardinale, celle de la tolérance.

La laïcité d'hier était déjà sans doute la tolérance, mais au milieu de beaucoup d'aveuglement. Il suffit de se rappeler la résistance à la République et les difficultés ~~au prix desquelles~~ ^{du feu} ~~les ont dé~~ l'école publique.

On peut dire que la laïcité était alors une vertu de combat. Depuis, bien des choses ont évolué. La laïcité est toujours la tolérance. Mais dans la République installée, elle peut se révéler comme une vertu ~~de combat~~ de solidarité

La laïcité → ^{l'ensemble} de l'acte de la République pour la paix et la République -
La laïcité aujourd'hui → ^{l'ensemble} de l'école et la République pour l'épanouissement de la personne humaine -

La laïcité → une éthique de vie -
La laïcité pour solidarité, pour fabriquer / plus l'humain -

P. Mauroy: «C'est trop!»



Les congressistes de la Ligue de l'enseignement n'en sont pas revenus: ils savaient bien que Pierre Mauroy allait à sa qualité de maire, celle d'ancien Premier ministre d'un gouvernement socialiste, mais ils ne savaient pas que c'était un discours de campagne électorale, que le premier magistrat lillois allait prononcer en guise d'allocution de bienvenue.

Décontenancés, mais ravis, ils ont assisté à un commentaire de l'actualité politique de ces quatre derniers mois. Au programme, les dénationalisations, «y compris ce que de Gaulle

lui-même et la Résistance, avaient nationalisés. C'est trop!». La fiscalité: «La droite a supprimé l'impôt sur les grandes fortunes et amnistié ceux qui avaient emmené leur argent à l'étranger. C'est trop!». La sécurité: «La répression est nécessaire, mais nous sommes de ceux qui préfèrent la prévention». L'immigration: «J'ai la conscience en paix, car quand un étranger a été reconduit à la frontière sous la gauche, il l'a été sur décision d'un juge. Aujourd'hui ce sont les préfets qui en décident». La privatisation de TF 1: «Nous avons permis la création de chaînes privées, mais à côté d'un secteur public. Privatiser TF 1, c'est trop. Oui, c'est trop».

M. Mauroy évoquait également la guerre scolaire, en regrettant que le climat de passion de l'époque ne lui ait pas permis d'instaurer une paix qui aurait été «non pas la victoire des uns sur les autres, mais la victoire sur soi des uns et des autres». Il rappelait que l'école laïque et la République sont indissociables et forment un couple «d'hier, de demain et d'aujourd'hui». Il terminait en souhaitant que la mission de la ligue continue à être celle d'une association garante de valeurs telles que la solidarité, l'épanouissement personnel et celui de la communauté dans une France où il n'y a plus de lien entre politique et morale, dans un monde où l'on a oublié les vertus cardinales».

J. GOULLIART.